

LE DROIT D'AUTEUR

ORGANE MENSUEL DU BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION

POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, A BERNE

SOMMAIRE

PARTIE NON OFFICIELLE

Études générales : LE CONTRAT D'ÉDITION. État actuel de la question, p. 81. — Annexe: Projet de contrat d'édition en matière d'œuvres plastiques, p. 83.

Jurisprudence : ALLEMAGNE. Droit exclusif de l'auteur de répandre professionnellement l'œuvre; impossibilité d'imposer un prix de vente unique à des tiers acheteurs d'exemplaires licites; vente au-dessous du prix fort, p. 84. — ÉTATS-UNIS. Protection d'un éditeur contre l'imitation frauduleuse des innovations de forme (aspect extérieur) de sa publication, p. 87. — FRANCE. Exécution non autorisée d'œuvres musicales dans un bal; réunion privée, p. 87. — ITALIE. I. Reproduction d'illustrations scientifiques d'un livre allemand traduit en italien; omission des formalités italiennes par le traducteur; droit de l'auteur de l'œuvre originale;

Convention de Berne; emprunts illicites, p. 88. — II. Contrefaçon de chromolithographies allemandes; œuvres d'art; applicabilité de la Convention de Berne; formalités du seul pays d'origine; indication non obligatoire du nom sur l'œuvre, p. 90.

Nouvelles diverses : CANADA. Le régime de la protection internationale et ses effets, p. 90. — ÉTATS-UNIS. Protestations contre la clause de la refabrication et la mention de réserve, p. 91. — NORVÈGE. Préavis négatif concernant la conclusion d'un arrangement avec l'Autriche, p. 91. — PANAMA. Application de la législation américaine en matière de propriété intellectuelle à la zone du canal interocéanique, p. 92. — ROUMANIE. Renvoi de la réforme législative en matière de droit d'auteur, p. 92. — SUISSE. Revendications des photographes, p. 92.

PARTIE NON OFFICIELLE

Études générales

LE CONTRAT D'ÉDITION

État actuel de la question⁽¹⁾

Le 1^{er} juillet est entrée en vigueur la loi allemande concernant le droit d'auteur sur les œuvres des arts figuratifs et de photographie, du 9 janvier 1907; elle est appelée à mieux sauvegarder les droits et intérêts des artistes dans un pays doté d'une production intense et muni de mesures de production internationale larges. Ce fait donne un regain d'actualité aux travaux concernant le contrat d'édition, lesquelles, dans les dernières années, se sont surtout concentrés sur le domaine de l'édition des œuvres artistiques. Depuis le commencement de l'année 1905 où a paru notre dernière étude générale sur le sujet, avec récapitulation des événements les plus importants sur le terrain parlementaire, judiciaire et social, quelques faits nouveaux peuvent être enregistrés.

1. En premier lieu, l'opinion se généralise de plus en plus qu'il est impraticable de réunir dans un seul code, contenant soit des prescriptions légales soit l'énoncé des

usages, les règles multiples concernant les transactions en matière d'éditions de tout genre. Non seulement les us et coutumes dans le commerce de la librairie, de la musique et des objets d'art varient à l'infini de pays à pays, mais dans un seul et même pays les conditions du travail et de sa rémunération, de l'offre et de la demande, des traditions industrielles et commerciales et des exigences de la vie moderne changent chaque fois que l'affaire a trait à une catégorie différente d'œuvres, telles qu'elles sont énumérées dans la Convention de Berne (art. 4 et Protocole de clôture). Il a été fort bien exposé en 1906, à la V^e session de Milan du Congrès international des éditeurs, que le projet d'élaborer un contrat-type unique pour tous les pays et tous les besoins équivaldrait à l'entreprise irréalisable de rédiger un seul code civil pour toutes les nations. Aussi a-t-on fini par abandonner le plan d'englober dans la même réglementation la généralité des producteurs et de leurs intermédiaires auprès du public, et songe-t-on à procéder par parties, quitte à dégager ensuite, par la méthode inductive, de ces travaux spécialisés les enseignements et conseils qu'ils comportent pour la collectivité, peut-être même les principes communs à tous les contrats. C'est ainsi qu'ont procédé les deux grands groupements d'intéressés qui se sont attachés à cette œuvre, l'Association littéraire et artistique internationale et le Congrès international des éditeurs.

La Commission spéciale instituée par le premier de ces groupes pour examiner cette question, est parvenue à une première étape, qui est la rédaction d'un *projet de contrat d'édition en matière d'œuvres plastiques*, voici dans quelles circonstances: En 1901, le Congrès de Vevey avait adopté le vœu de la mise à l'étude du contrat d'édition en matière artistique, et de la constitution d'une commission pour élaborer des modèles de contrats d'édition s'appliquant aux différents arts plastiques et graphiques, notamment à la gravure et à la sculpture, de manière à constituer, dans l'avenir, une sorte de code des usages. La question fut reprise à Weimar en 1903, à Marseille en 1904, et le vœu de Vevey fut confirmé. Au Congrès de Liège, en 1905, un avant-projet de contrat d'édition fut présenté par la Commission, et le Congrès, affirmant à nouveau le principe posé par ses prédécesseurs, chargea la Commission de continuer ses travaux pour en présenter les résultats dans un prochain congrès⁽¹⁾; elle se mit donc au travail sous la présidence de M. E. Mack, avocat à la Cour d'appel de Paris⁽²⁾. D'après le rapport ré-

(1) V. sur les travaux de ces Congrès, *Droit d'Auteur*, 1901, p. 103 et s.; 1903, p. 114 et s.; 1904, p. 120; 1905, p. 128 et s.

(2) La Commission était composée de MM. Boisseau, Ferrand et Carlès, délégués de la Société des artistes français; Grandignaux et Legastelois, délégués de l'Association des sculpteurs-modéleurs; Soleau, Jubeuf, Louchet, Raingo, Susse et fils, délégués de la Réunion des fabricants de bronzes; Tasset, délégué de la Chambre syndicale des graveurs; Bartholomé, Alex. Char-

(1) V. *Droit d'Auteur*, 1889, p. 70 et 71; 1892, p. 17-29; 31-44; 95-100; 1895, p. 168-171; 1896, p. 140; 1898, p. 122; 1905, p. 13-23.

digé par M. A. Taillefer, avocat à la même Cour, la Commission a, à la suite d'un échange de vues, reconnu à l'unanimité «qu'il était impossible d'établir un contrat-type, rigide dans sa forme, satisfaisant tout à la fois les artistes et les éditeurs dans leurs relations et tenant compte simultanément de leurs intérêts nécessairement divergents, au moins sur certains points»; elle a donc compris «que sa tâche devait consister principalement à éclairer les parties sur leurs droits ou leurs obligations respectives, en proposant, à leur choix, à titre d'indication, un certain nombre de formules destinées à les guider, à leur montrer, autant que possible, les difficultés qui peuvent naître dans leurs rapports, de manière qu'ils puissent les prévoir et les solutionner à l'avance en évitant ainsi, par la rédaction des contrats faits de bonne foi à la suite d'une discussion préalable, libre et éclairée, les querelles et les procès qui ne servent à personne.» C'est dans cet esprit qu'un projet fut esquissé «en vue de guider les auteurs et les éditeurs dans la rédaction de leurs contrats d'édition».

Ce travail fut soumis au Comité de l'Association littéraire et artistique internationale qui lui donna son approbation dans les séances des 22 mai 1906, 11 et 25 janvier 1907, en confiant à une commission de rédaction le soin d'élaborer le texte définitif⁽¹⁾; nous le reproduisons ci-après en annexe, à titre documentaire.

D'autre part, le Bureau permanent des éditeurs, organe du Congrès international des éditeurs, présenta au Congrès de Milan précité un «Recueil de contrats en usage dans des maisons d'édition de divers pays pour la publication d'œuvres littéraires, musicales et artistiques»; ce recueil polyglotte de 289 pages est destiné à être consulté par les associations nationales du congrès. A Milan, le Bureau fut chargé de «soumettre au prochain congrès un rapport supplémentaire sur les usages qu'il faudrait établir entre auteurs et éditeurs pour servir de types de contrats d'édition⁽²⁾». Le Bureau permanent a assumé cette tâche.

Ainsi, dans les deux séries de travaux on s'abstient de faire appel au législateur ou aux diplomates qui ont mission de conclure ou de reviser des traités internationaux; on évite même de s'arrêter à une rédaction toute faite, à une codification immuable, à un contrat-type; on se limite à préciser les points qui méritent d'être

pris en considération spéciale par les deux parties en présence, d'après la vieille maxime: «Un homme averti en vaut deux». L'attention des intéressés est attirée sur le sens réel des clauses qui seront librement débattues et adoptées d'un commun accord entre elles. L'idée d'un *moule unique* dans lequel seraient pressées toutes ces stipulations est délaissée; la préférence est visiblement aux contrats-guides, aux *memorandums*, aux formulaires, aux projets-jalons.

2. En matière législative, le Recueil déjà mentionné du Bureau permanent des éditeurs a reproduit aussi les dispositions des diverses lois nationales qui, formant soit un ensemble homogène, soit des prescriptions isolées, se réfèrent au contrat d'édition proprement dit, à l'accord d'ordre privé intervenu entre auteurs et éditeurs, prévu ou sanctionné dans ses effets immédiats par le législateur. Le Recueil n'étant pas à la portée de tous, il nous semble utile de consigner ici pour les spécialistes au moins la liste de ces dispositions que nous complétons par celles des dispositions indiquées précédemment (v. *Droit d'Auteur*, 1905, p. 14) ou promulguées plus récemment.

Allemagne, loi concernant le droit d'édition, du 19 juin 1901.

Autriche, code civil de 1811, art. 1164 à 1174; loi concernant le droit d'auteur sur les œuvres de littérature, d'art et de photographie, du 26 décembre 1895, art. 16 à 18, 20 et 24.

Bolivie, décret sur les œuvres littéraires et artistiques, du 13 août 1879, art. 18 et 19.

Brésil, loi concernant la définition et la protection des droits des auteurs, du 1^{er} août 1880, art. 4, §§ 1, 2 et 3; art. 5 et 6.

Colombie, loi sur la propriété littéraire et artistique, du 26 octobre 1886, art. 66.

Costa-Rica, loi concernant la propriété intellectuelle, du 26 juin 1896, art. 17 et 19.

Danemark, loi concernant le droit d'auteur sur les œuvres de littérature et d'art, du 19 décembre 1902, art. 9, 10 et 27.

Équateur, loi concernant la propriété littéraire et artistique, du 3 août 1887, art. 53, n° 10.

Finlande, loi sur le droit de l'auteur et de l'artiste sur le produit de son travail, du 15 mars 1880, art. 20 et 28.

Guatemala, décret sur la propriété littéraire, du 29 octobre 1879, art. 22.

Hongrie, code de commerce de 1875, 2^e p., titre VIII, art. 515 à 533; loi sur le

droit d'auteur, du 26 avril 1884, art. 6, n° 4.

Islande, loi concernant le droit d'auteur et le droit d'impression, du 20 octobre 1905, art. 9 et 10.

Italie, loi concernant les droits appartenant aux auteurs des œuvres de l'esprit, du 19 septembre 1882, art. 19 et 32.

Mexique, code civil de 1884, art. 1161, 1201, n° 7; 1247.

Nicaragua, code civil de 1904, art. 758, 799, n° 7; 843.

Norvège, loi sur les droits des auteurs et des artistes, du 4 juillet 1893, art. 9, 10 et 28.

Portugal, code civil du 1^{er} juillet 1867, art. 589.

Suède, loi sur la propriété littéraire du 10 août 1877, art. 6.

Suisse, code fédéral des obligations, titre XIII, art. 372 à 391.

Cependant, le Bureau permanent n'ignore pas que ces dispositions n'embrassent pas la totalité des problèmes que le législateur a eu à résoudre dans les lois relatives au droit d'auteur; il existe encore une série d'autres questions de nature générale qui tendent à régler les droits réciproques d'auteur à éditeur, et la préface du Recueil précité en donne le résumé suivant:

- a) Cession de la propriété littéraire et artistique, formalités dont cette cession est entourée, droits qu'acquiert le cessionnaire et obligations qu'il contracte;
- b) Droit que l'éditeur peut avoir comme créancier de l'auteur sur les objets à éditer ou que des tiers peuvent faire valoir sur ces mêmes objets;
- c) Droits dont l'éditeur est investi en qualité de publicateur de recueils, revues, œuvres collectives, soit vis-à-vis du public, soit vis-à-vis de l'auteur qui lui fournit des travaux;
- d) Facultés qui, directement ou en vertu d'une présomption légale clairement établie, sont conférées à l'éditeur en vue de sauvegarder le droit d'auteur sur les œuvres anonymes, pseudonymes ou posthumes;
- e) Prerogatives dont l'éditeur est revêtu lorsqu'il publie pour la première fois des œuvres tombées dans le domaine public;
- f) Droits et obligations que comporte pour l'éditeur l'édition territorialement partagée.

Ce résumé, très instructif au point de vue des éditeurs et qui montre que le champ des recherches à faire et à coordonner reste vaste, pourrait être complétée par une question dont le législateur commence à se préoccuper sérieusement: celle des modifications que le cessionnaire est ou n'est pas autorisé à apporter à l'œuvre; il s'agit de sauvegarder le droit de l'auteur à l'intégrité de sa création.

Au surplus, les nouvelles espèces de juris-

pentier, délégués de la Société nationale des Beaux-arts; Roger Bloche et Gardet, délégués de l'Association amicale des prix du Salon et des Boursiers de voyage; Peyrol, Geo. Roussel, délégués de la Société libre des artistes français; Mack, Constant, Vauvois, Taillefer, avocats à la Cour de Paris.

(1) Bulletin n° 22, 3^e série, avril 1907, 11 p.

(2) V. *Droit d'Auteur*, 1906, p. 86 et 87.

prudence que notre organe a recueillies⁽¹⁾ ne révèlent aucun courant d'opinion ferme ou spécial. La question du contrat d'édition est entrée dans une phase transitoire.

ANNEXE

PROJET DE CONTRAT D'ÉDITION EN MATIÈRE D'ŒUVRES PLASTIQUES

PRÉAMBULE

(DÉSIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES)

Entre les soussignés :

M. A... (1), auteur, demeurant à... (2), d'une part, et M. E... (1), éditeur, demeurant à... (2), d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

- (1) Nom, prénoms, nationalité.
- (2) Domicile.

ARTICLE PREMIER (DÉSIGNATION DE L'ŒUVRE)

M. A... (auteur), certifie être l'auteur de l'œuvre... (1) dont ci-contre... (2), et dont il remet... le modèle à M. E... (éditeur), en vue de sa reproduction (3).

- (1) Désignation aussi complète que possible.
- (2) Dessin, croquis, photographie certifiée.
- (3) L'artiste indiquera s'il a eu des collaborateurs, en fixant autant que possible le rôle de chacun. Il fera connaître s'il traite en son nom personnel, ou au nom de l'un ou de certains de ses collaborateurs. Il devra indiquer également si l'œuvre est faite d'après une œuvre antérieure.

Remarque générale. — Pour éviter toute contestation et tout reproche de surprise, les blancs des différents articles devront être de préférence remplis de la main même de l'artiste.

ART. 2 (CESSION)

M. A... (auteur), cède aux conditions stipulées dans les articles suivants, à M. E... (éditeur), qui accepte, le droit exclusif de reproduire le modèle et d'en vendre les reproductions... (1), pour... (2).

M. A... (auteur), s'engage, en conséquence, à ne pas reproduire son œuvre ou à ne pas en céder le droit de reproduction en... (3), de manière à éviter de faire concurrence aux reproductions exécutées par M. E... (éditeur).

Il s'engage, en outre, à ne pas faire de réédition de l'œuvre cédée.

- (1) Dans les matières suivantes : marbre, bronze, terre cuite, plâtre... (énumération limitative) avec ou non indication de dimensions.

Ou encore, en toutes matières et sous toutes formes (en indiquant si le droit comprend ou non la reproduction par les arts graphiques autrement que pour la publicité dans les catalogues, prospectus, nécessaires pour la vente de l'œuvre; dans l'affirmative, préciser les conditions, avec ou sans indication de dimensions).

Ou encore, en toutes dimensions, toutes matières et par tous procédés.

- (2) Indiquer les pays pour lesquels le droit est cédé : France et colonies; France et pays d'Europe, etc.; ou pour tous pays.

(3) Énumération des matières (plâtre, terre cuite, etc.), lorsque le (1) comporte une cession limitée à un certain nombre de matières énumérées.

ART. 3 (PROPRIÉTÉ DU MODÈLE D'ARTISTE)

Le modèle en... (1), remis, reste la propriété de l'auteur... (2).

Il devra le réclamer dans un délai de... (3), à dater de la mise en vente de la dernière épreuve. Passé ce délai, M. E... (éditeur) ne sera plus responsable de sa perte et ne sera plus tenu de le conserver.

Le modèle plâtre pouvant être détérioré ou brisé, lors de la fonte ou de la ciselure, ce modèle devra être remis à M. A... (auteur) aussi complet que possible, mais dans l'état où il se trouvera après ces opérations.

M. A... (auteur), aura, pendant la durée du contrat, la faculté de le reconstituer à ses frais, à l'aide des modèles d'exploitation établis par M. E... (éditeur), qui devra lui donner, à cet effet, les facilités nécessaires.

- (1) Désigner la matière du modèle remis par l'artiste (plâtre, cire, etc.).
- (2) Si, à raison des détériorations auxquelles le modèle est exposé, l'auteur renonce à le réclamer, l'indiquer et alors supprimer les deux paragraphes qui suivent.
- (3) Indiquer le délai.

ART. 4 (SIGNATURE ET MENTIONS)

Chaque épreuve portera la signature de M. A... (auteur)... (1) et pourra porter le nom de M. E... (éditeur), suivi de la mention *éditeur*, ou la marque de sa maison.

- (1) Ou le signe qu'il aura choisi. Dans le cas où le nom ou le signe de l'artiste ne devra pas figurer sur la reproduction, une clause spéciale devra le stipuler formellement. Indiquer, en outre, si l'éditeur aura la faculté de mentionner dans un cartel les récompenses obtenues par l'artiste dans les expositions, en précisant la nature, etc.

ART. 5 (MODIFICATIONS A L'ŒUVRE)

M. E... (éditeur), ne pourra faire subir aucune modification à l'œuvre sans le consentement écrit de l'auteur (1).

- (1) Indiquer si le concours de l'auteur sera, en outre, exigé. Dans le cas où les parties seraient d'accord pour accorder à l'éditeur le droit de modifier l'œuvre en vue de la mieux approprier à la vente, transformer l'article en conséquence. Dire si l'éditeur aura, ou n'aura pas, le droit de reproduire partiellement l'œuvre, de la diviser par exemple, s'il s'agit d'un groupe, d'en effectuer la contre-partie, et d'en utiliser les fragments pour d'autres productions (margotage). Indiquer si ces modifications ou transformations devront être effectuées avec ou sans le consentement de l'auteur. Prévoir, s'il y a lieu, le décès de l'artiste et préciser le droit de ses héritiers.

ART. 6 (MODÈLE D'EXPLOITATION)

Les reproductions du modèle, objet du présent traité, seront exécutées soit dans les dimensions du modèle remis par l'auteur, soit... (1).

Le coût de l'établissement des modèles d'exploitation nécessaires est évalué à... (2). Les prix d'établissement seront supportés par l'éditeur (3).

Dans le cas où, pendant la durée du contrat, l'opportunité de créer de nouvelles dimensions viendrait à se révéler, les dimensions et les prix des modèles d'exécution seront fixés d'accord; l'auteur aura un droit de contrôle sur la fidélité des modèles ainsi établis.

- (1) Fixer les dimensions ou indiquer que l'édition pourra avoir lieu dans toutes les dimensions jugées

par l'éditeur appropriées à la vente; ou indiquer que les dimensions seront fixées d'accord à mesure des besoins.

- (2) Indiquer le prix des modèles.

(3) Dans le cas contraire, si l'éditeur ne fait que l'avance du prix des modèles d'exploitation, indiquer que le coût des modèles devra être remboursé par l'auteur en tout ou en partie et le mode de remboursement.

ART. 7 (LIQUIDATION DES MODÈLES ET ÉPREUVES A L'EXPIRATION DU CONTRAT)

Lors de l'expiration du contrat, l'auteur pourra, à son choix, se rendre acquéreur des reproductions préparées pour la vente, au prix de revient, ou les estampiller en laissant à l'éditeur le soin de les écouler dans un délai de... (1).

Passé ce délai, il pourra exiger le paiement immédiat des droits d'auteur y afférents, l'éditeur devenant alors libre de les écouler comme bon lui semblera; toutefois, dans ce cas, l'éditeur aura le droit, s'il le préfère, de requérir la vente publique des reproductions, et l'auteur percevra, sur le prix produit par la vente, une prime proportionnelle au taux des primes établies par le contrat (2).

En ce qui concerne les modèles d'exécution, l'auteur pourra, à son choix, s'en rendre acquéreur au prix... (3), ou laisser à l'éditeur le soin de les transformer en épreuves, auquel cas la règle précédente leur deviendrait applicable.

En cas de résiliation amiable, la règle s'appliquera aux épreuves préparées pour la vente. L'auteur pourra acquérir les modèles d'exécution, à des prix intermédiaires, entre le prix d'établissement de ces modèles et le prix des épreuves, qui seront fixés d'accord ou par arbitre.

Si la résiliation n'a pas lieu d'accord, les modèles d'exécution seront transformés en épreuves et vendus. L'excédent du coût des modèles d'exécution sera supporté par la partie aux torts et griefs de laquelle la résiliation aura été prononcée, sans préjudice de tous dommages et intérêts, s'il y a lieu.

- (1) Fixer un délai.

(2) Dans le cas où la prime spécifiée par le contrat serait une prime fixe, il y aurait lieu d'établir le pourcentage représenté par cette prime par rapport au prix de vente.

- (3) Fixer le prix en argent ou indiquer que ce prix sera celui d'une épreuve.

ART. 8 (DÉLAI DE MISE EN VENTE)

Le délai de mise en vente de la première reproduction est fixé à... (1) mois, à dater de la livraison du modèle correspondant, remis par l'auteur. Il en sera de même pour les exemplaires correspondants à d'autres dimensions, dont le modèle réduit sera fourni par l'auteur; si la confection de ce modèle réduit est confiée à l'éditeur, ce délai sera de... (2) mois.

Une reproduction de l'œuvre devra toujours être en vente dans les magasins de l'éditeur. Cependant, en cas de vente avec obligation de livraison immédiate de cet exemplaire, l'éditeur aura un délai de... (3) pour assurer son remplacement.

- (1, 2, 3) Indiquer les délais. L'éditeur, s'il n'expose pas en vente d'une façon permanente un exemplaire de l'œuvre, devra, du moins, sous la réserve qui termine l'article, toujours en avoir un en magasin.

⁽¹⁾ V. *Droit d'Auteur*, 1905, p. 62; 1906, p. 75, 90, 136 et 140; 1907, p. 27.

ART. 9 (EXPOSITION PAR L'AUTEUR ET L'ÉDITEUR)

M. A... (auteur) pourra, à charge de prévenir l'éditeur... (1) à l'avance, lui réclamer une épreuve de l'œuvre, pour la faire figurer dans les expositions artistiques auxquelles il désirerait participer. Cette épreuve lui sera fournie... (2).

M. E... (éditeur) aura, de son côté, la faculté de faire figurer l'œuvre dans les expositions auxquelles prendra part sa maison.

- (1) Fixer un délai.
- (2) Fixer les conditions.

ART. 10 (PRIX DE CESSIION — PRIMES)

En échange des droits qui lui sont conférés, M. E... (éditeur) s'engage à tenir compte à M. A... (auteur) d'une prime de... (1).

En cas de vente d'épreuves en argent ou autres matières précieuses, la somme sera de... (2). Il en sera de même pour le modèle remonté en épreuve et vendu comme tel, à la fin du contrat.

En cas de modifications à l'œuvre conduisant à l'établissement d'un nouveau modèle dérivant du premier, le droit d'auteur de M. A... (auteur) sera déterminé conformément à la règle fixée plus haut... (3).

En outre, M. E... (éditeur), versera à M. A... (auteur), à la livraison du modèle une somme de... (4), qui... (5).

(1) Indiquer la prime qui pourra être fixée par épreuve vendue, ou bien tant pour cent des prix de vente avec ou sans déduction des escomptes consentis, ou encore de tant pour cent des prix encaissés; cette dernière façon de faire ayant pour conséquence de supprimer le paiement de la prime en cas d'insolvabilité de l'acheteur et de faire ainsi participer l'artiste aux risques commerciaux de l'éditeur.

(2) Indiquer la prime qui est souvent, dans ce cas, du double de la prime afférente à l'épreuve en bronze correspondante.

(3) Prévoir ici le cas de *margotage*, c'est-à-dire de l'utilisation partielle du modèle dans d'autres compositions; si le *margotage* est autorisé, fixer la somme correspondante.

(4, 5) Fixer la somme et dire si elle est acquise à l'auteur indépendamment des primes; — ou constitue une simple avance remboursable sur les sommes futures; — ou bien supprimer le paragraphe si aucune somme ne doit être versée.

ART. 11 (COMPTES ET CONTRÔLE)

Le compte des primes sera établi les... (1), et réglé en espèces les... (1) à l'auteur ou à ses héritiers ou ayants cause.

Il sera tenu, à cet effet, par l'éditeur, un livre spécial avec numéros qui devront être reproduits sur tous les exemplaires édités à côté du nom de l'éditeur; ces numéros devront se suivre sans interruption.

Un extrait de ce livre, certifié conforme, comportant les numéros et les prix correspondants, sera remis à chaque règlement, à l'auteur, pour lui permettre le contrôle.

En cas de contestations, les livres et documents commerciaux de l'éditeur seront soumis à l'examen d'un arbitre choisi d'accord.

Il en serait de même, en cas de contestation pour l'appréciation du prix de revient des pièces fabriquées ou en cours de fabrication, dans le cas prévu à l'article 7 ci-dessus.

- (1) Indiquer les dates choisies.

ART. 12 (POURSUITES EN CONTREFAÇON)

M. E... (éditeur), est autorisé, par les présentes, par M. A... (auteur), à poursuivre à ses frais et au nom de ce dernier, qui se déclare prêt à lui signer tous pouvoirs à cet effet, les contrefaçons par des tiers du modèle susdésigné.

Dans le cas où une indemnité serait allouée au demandeur, l'éditeur prélèvera sur cette indemnité le montant des frais de toute nature avancés par lui en vue du procès, et sur l'excédent, le... (1) sera attribué à l'auteur.

Dans le cas de perte d'un procès engagé après accord préalable avec l'auteur, les frais et condamnations en résultant seront supportés... (2) par l'éditeur, ... (2) par l'auteur.

En cas de confiscation d'objets contrefaits, les bénéfices nets pouvant résulter de l'utilisation de ces objets seront partagés entre l'auteur et l'éditeur, comme il a été dit plus haut pour l'excédent des dommages-intérêts.

- (1) Quantum à indiquer: quart, tiers, moitié, etc.
- (2) Indiquer les proportions.

ART. 13 (DURÉE DU CONTRAT)

Le présent contrat est fait pour une durée de... (1) années. Il sera renouvelé de plein droit, par tacite reconduction, pour une période de... (2), s'il n'est pas dénoncé en termes exprès par l'une des parties, par lettre recommandée, au moins... (3) avant la date de son expiration. Il en sera de même à l'expiration des diverses périodes successives. Toutefois, si l'œuvre venait à tomber dans le domaine public par expiration du droit d'auteur du créateur de l'œuvre... (4), le contrat prendrait fin avec lesdits droits.

Dans le cas où au bout de... (5), à dater de la mise en vente de la première épreuve, la vente serait restée inférieure à... (6) exemplaires, ... (7) se réserve... le droit de dénoncer le présent contrat qui sera résilié de plein droit... (8), après cette dénonciation. La liquidation sera faite, dans ce cas, dans les conditions prévues à l'article 6.

- (1) Fixer le délai.
- (2) Indiquer la nouvelle durée.
- (3) Fixer le délai du préavis.
- (4) En France et dans tels pays, si la cession s'étend aux pays étrangers.
- (5) Fixer le délai.
- (6) Indiquer le nombre d'exemplaires.
- (7) Les parties, ou l'auteur, ou l'éditeur.
- (8) Indiquer le délai.

ART. 14 (TRANSMISSION OU LIQUIDATION DU FONDS DE COMMERCE)

En cas de cession volontaire du fonds de commerce de l'éditeur, le présent contrat continuera... (1) à s'exécuter entre l'auteur et l'acquéreur du fonds.

Le contrat continuera à s'exécuter, en cas de vente, par l'éditeur du droit d'édition et des modèles de fabrication par adjudication restreinte à laquelle n'auront été appelés à prendre part que des éditeurs choisis par M. E... (éditeur) et préalablement agréés par M. A... (auteur).

Il sera résilié sans indemnité de part et d'autre, en cas de cession volontaire pure et simple du commerce de l'éditeur.

En tout autre cas, notamment en cas de

liquidation ou de cession forcée, la vente des modèles de fabrication et du droit d'édition ne pourra avoir lieu qu'avec l'agrément de l'auteur, qui demeurera libre, s'il le préfère, de mettre fin au contrat, en reprenant les modèles aux conditions établies plus haut entre les parties.

Fait double à..., le...

Lu et approuvé... (2).

Signatures :

(1) Ou ne continuera pas.

(2) La mention *Lu et approuvé* doit être écrite de la main même des parties et suivie de leur signature. Le contrat doit être fait sur papier timbré, sous peine d'amende en cas de production en justice.

Observations: Entre autres avantages, ce système de l'adjudication restreinte a celui de diminuer les frais et de permettre, si on le préfère, de se passer, pour la vente, du concours des commissaires-priseurs auxquels sont seules réservées les ventes publiques d'objets mobiliers.

Il ne faut pas oublier qu'il est indispensable que le contrat d'édition, comme tout contrat synallagmatique, soit réellement et effectivement fait en double, et qu'il sera toujours avantageux de donner au contrat une date certaine par l'enregistrement, qui présente toutefois l'inconvénient de présenter certains frais, ou, faute de mieux, qu'il est bon que chaque contractant envoie à l'autre par la poste des doubles du contrat en s'arrangeant de manière que les cachets de la poste soient apposés sur le contrat lui-même, et contribuent ainsi à affirmer l'exactitude de sa date.

Jurisprudence

ALLEMAGNE

DROIT EXCLUSIF DE L'AUTEUR DE RÉPANDRE PROFESSIONNELLEMENT L'ŒUVRE; LOI DU 19 JUIN 1901, ARTICLE 11; DROIT N'IMPLIQUANT PAS CELUI D'IMPOSER UN PRIX DE VENTE UNIQUE À DES TIERS ACHETEURS D'EXEMPLAIRES LICITES; VENTE AU-DESSOUS DU PRIX FORT.

(Tribunal de l'Empire, 1^{re} Chambre civile. Audience du 16 juin 1906.)⁽¹⁾

Le demandeur est à la fois l'auteur et l'éditeur de l'indicateur des chemins de fer bien connu intitulé « *Königs Kursbuch* » qu'il fait répandre par le commerce de la librairie au prix fort de 50 pfennig, tandis que les libraires d'assortiment lui paient 30 pfennig par exemplaire. La défenderesse exploite à Berlin un magasin où elle vend depuis longtemps des exemplaires de l'horaire du demandeur à un prix inférieur au prix fort. Il est avéré que c'est par des intermédiaires que la défenderesse se procure ces exemplaires, qui sont incontestablement fabriqués et mis dans le commerce par le demandeur. Ce dernier prétend que la manière d'agir de la défenderesse porte atteinte à son droit exclusif de répandre l'œuvre professionnellement et non seulement compromet son exploitation commerciale, mais l'a lésée et la lèse encore. Il offre de prouver

(1) Arrêts du Tribunal de l'Empire en matière civile, nouvelle suite, vol. 13, p. 394.

par témoins qu'un grand nombre de libraires d'assortiment lui ont écrit qu'ils ne s'occuperaient plus de l'horaire et ne le répandraient plus si le demandeur ne parvenait pas à empêcher cette mise en vente en dessous du prix fort. Il prétend que les procédés de la défenderesse l'obligeront à abaisser le prix de 30 pfennig auquel il vend son horaire à ses clients, et il produit deux déclarations émanant, l'une de la Chambre du Commerce de Sorau et l'autre du Comité de la Société de la Bourse des libraires allemands, attestant qu'on a la coutume, dans le commerce de la librairie d'assortiment, de ne plus s'occuper des articles qui sont vendus au rabais par les grands magasins et que, dès lors, le demandeur se verra forcé de réduire le prix fort. Il est aussi certain que le demandeur a publié dans le *Börsenblatt* du 27 juillet 1904 une annonce d'après laquelle, à l'avenir, et dans l'intérêt du commerce de la librairie d'assortiment, il ne livrera plus l'horaire que si le commettant s'engage à ne pas le vendre au-dessous du prix fort de 50 pfennig; il a communiqué ce qui précède à la défenderesse par lettre du 21 novembre 1904 et lui a fait défense de vendre à un prix inférieur. Le demandeur prétend que depuis le commencement de l'année 1904, il a imposé à tous ses commettants, clients et acheteurs l'obligation de ne pas vendre à moins de 50 pfennig et de faire assumer une obligation analogue par leurs revendeurs.

Depuis le mois de juillet 1904, tous les exemplaires de l'horaire portent la mention imprimée suivante: «L'horaire de Koenig ne doit pas être vendu à un prix inférieur à 50 pfennig. Toute infraction à cette règle sera poursuivie conformément à l'article 826 du Code civil».

La défenderesse a déclaré au demandeur qu'elle ne tiendrait pas compte de la défense précitée et elle a continué à vendre professionnellement l'horaire à un prix inférieur, et cela sciemment et contre la volonté du demandeur. Celui-ci prétend et offre de prouver que la défenderesse fait acheter l'horaire en grand nombre par ses employés, en promettant de ne pas le revendre au-dessous de 50 pfennig, qu'elle en fait venir en outre une grande quantité par l'entremise des libraires d'assortiment et qu'elle en revend même en dessous du prix d'achat. Il affirme encore qu'il fait apposer un chiffre dans le coin de la couverture de chaque exemplaire, afin de savoir par quel intermédiaire la défenderesse reçoit l'horaire, mais dans chacun des exemplaires vendus par celle-ci, le numéro est enlevé, ce qui se fait sur l'ordre ou avec le consentement de la défenderesse. C'est pourquoi,

se basant sur l'article 11 de la loi concernant le droit d'auteur, du 19 juin 1901, et sur les articles 823 et 826 du Code civil, il a intenté une action dont les fins tendent à faire déclarer: 1° que la défenderesse n'a pas le droit de vendre dans son commerce, à elle, sans l'autorisation du demandeur, l'«horaire de Koenig» édité par ce dernier, à un prix inférieur à 50 pfennig; 2° qu'elle est tenue à réparer le préjudice causé au demandeur, depuis le mois d'août 1904, par la vente interdite au-dessous de ce prix; 3° que, sous une peine à déterminer, il lui sera fait défense de procéder à toute vente ultérieure, à un prix inférieur à 50 pfennig.

La défenderesse conteste que le demandeur ait le droit de lui interdire la vente à meilleur marché du livre répandu par ce dernier; que par cette vente elle porte atteinte au droit du demandeur; que cette manière de faire soit contraire aux bonnes mœurs et qu'un préjudice ait pu être causé au demandeur ou lui ait été causé; au contraire, la vente en masse opérée par la défenderesse augmente le débit du demandeur. Elle offre de prouver par témoins que l'enlèvement des numéros apposés sur les exemplaires isolés ne s'effectue pas dans ses magasins.

Le juge de première instance a rejeté la demande, le droit revendiqué ne pouvant être déduit de l'article 11 susmentionné, et l'appel interjeté par le demandeur a été déclaré mal fondé, de même que le pourvoi en revision.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

2... Le demandeur est l'auteur et l'éditeur de l'horaire dont il s'agit. En cette qualité, il possède le droit exclusif de reproduire l'œuvre et de la répandre professionnellement (art. 11, 36 et 38 de la loi concernant le droit d'auteur; article 8 de la loi concernant le droit d'édition, du 19 juin 1901). Or, la défenderesse ne porte pas atteinte au droit exclusif de reproduction du demandeur. Il n'est pas contesté, en effet, qu'elle ne vend dans son commerce que les exemplaires de l'horaire confectionnés par le demandeur et que, selon les propres allégations de ce dernier, elle se les procure en les faisant acheter par ses employés chez les libraires d'assortiment et autres intermédiaires approvisionnés par le demandeur. La seule question qui se pose est donc celle de savoir si la défenderesse porte atteinte au droit du demandeur de répandre professionnellement l'œuvre par le fait que, malgré la défense de celui-ci, elle la vend dans son commerce à un prix inférieur à 50 pfennig.

L'ancien droit, savoir la loi du 11 juin

1870, ne reconnaissait pas le droit exclusif de répandre l'œuvre en faveur de l'auteur et de l'éditeur (art. 1, 18 et s.). Aux termes de l'article 25 de ladite loi, était soumis à une responsabilité civile et pénale celui-là seul qui, intentionnellement et en en faisant métier, avait répandu des exemplaires d'une œuvre protégée, *fabriqués contrairement aux dispositions légales*. En particulier, la loi ne visait ni le cas dans lequel des exemplaires fabriqués licitement à l'étranger, où l'auteur ne jouissait d'aucune protection, étaient vendus professionnellement dans le pays, ni le cas où le droit d'auteur et d'édition étant territorialement partagé (art. 8, alinéa 3, de la loi concernant le droit d'auteur), les exemplaires confectionnés licitement dans un arrondissement étaient répandus professionnellement dans l'autre. Il s'agissait donc de couvrir des cas de cette nature et de prévoir la protection de l'auteur et de l'éditeur par le fait que la loi allait réserver expressément à l'auteur le droit exclusif de répandre professionnellement l'œuvre, tout comme l'article 4 de la loi sur les brevets réserve ce droit à l'inventeur, afin de le garantir, en même temps que l'éditeur, contre la concurrence faite au moyen d'*exemplaires fabriqués licitement, mais mis en circulation par d'autres personnes que l'auteur ou l'éditeur*. Mais le législateur n'a pas songé à réserver à l'auteur ou à l'éditeur un droit exclusif si absolu qu'en dehors de ces derniers et des cessionnaires du droit de répandre l'œuvre dans le commerce, personne, pendant toute la durée du droit d'auteur, ne serait admis à vendre professionnellement, sans leur assentiment, les *exemplaires qu'ils auraient mis eux-mêmes en circulation dans l'exercice de leur droit exclusif*. Or, ce n'est que dans le cas où un droit aussi absolu et étendu leur eût été accordé, que l'auteur et l'éditeur auraient pu se croire autorisés à interdire à d'autres de répandre l'œuvre professionnellement ou à les limiter dans leurs droits par la fixation d'un prix fort. Une règle pareille conférerait à l'auteur et à l'éditeur, et aux libraires en général, des prérogatives exorbitantes qui n'existent dans aucune autre industrie.

L'article 11 de la loi concernant le droit d'auteur ne permet pas de conclure à l'existence d'un droit aussi large. De par sa nature, le droit exclusif de reproduction subsiste pendant toute la durée du droit d'auteur et s'affirme toutes les fois qu'il s'agit de reproduire l'œuvre protégée. Le droit de répandre l'œuvre professionnellement s'exerce par le fait que l'œuvre est mise commercialement à la disposition du public, qu'elle est mise en circulation. Aux termes de la loi, personne ne doit avoir

le droit de procéder à cette opération *avant* l'auteur (ou l'éditeur). Mais, aussitôt que dans l'exercice de leur droit, l'auteur et l'éditeur ont vendu l'œuvre au public et l'ont ainsi mise en circulation, leur droit est épuisé. Sans doute, la loi aurait pu régler le droit de la diffusion professionnelle de telle façon que l'auteur (ou l'éditeur) aurait gardé, vis-à-vis des tiers, pendant toute la durée du droit d'auteur, la faculté exclusive de vendre même les exemplaires qu'il aurait lui-même mis en circulation. Cela équivaldrait à un monopole commercial et ne pourrait être admis, en présence de l'article 7, n° 1, de la loi sur l'industrie, que s'il existait à ce sujet dans la loi un texte absolument clair et net, qui ne s'y trouve justement pas. Le libraire d'édition se trouverait être ainsi au bénéfice d'un privilège, dont ne jouit aucun autre commerçant. La librairie d'occasion, en particulier, serait pour ainsi dire annihilée sous un système pareil, ainsi que le fait remarquer Mitteis, dans son étude publiée dans le journal «Das Recht», 1906, p. 573.

En ce qui concerne l'article 4 précité de la loi sur les brevets, le Tribunal de l'Empire a décidé le 26 mars 1902 (v. Rec. des arrêts civils, vol. 51, p. 139) que l'effet qu'a le brevet d'invention d'empêcher toute personne autre que le breveté de mettre en vente dans le pays l'objet de l'invention, est épuisé dès le moment où le titulaire du brevet livre son produit au commerce; par ce seul fait il a joui des avantages que lui confère le brevet et il a consommé son droit; la loi ne lui accorde pas la faculté de régler ou de restreindre les modalités du commerce dont fait l'objet le produit mis par lui en circulation, autrement qu'au moyen d'un contrat avec ses acheteurs, contrat qui n'est valable qu'à l'égard de ces derniers.

Or, le droit exclusif de l'auteur ou de l'éditeur, prévu par l'article 11 de la loi, de répandre l'œuvre professionnellement n'est pas autre chose que celui de l'inventeur de mettre son produit en circulation commerciale. Pour ces deux droits il faut établir les mêmes principes. L'auteur ou l'éditeur n'a pas non plus le droit exclusif de vendre professionnellement les exemplaires de l'œuvre qui ont été mis, par lui ou par une personne autorisée, dans le commerce et sont ainsi devenus la propriété de tiers. Il ne peut pas interdire à ces tiers d'aliéner, ou de vendre professionnellement, pas plus qu'il ne peut restreindre leur droit de propriété en fixant un prix au-dessous duquel ils ne pourraient descendre. Un contrat qui aurait pour effet d'exclure ou de restreindre cette faculté de libre disposition du pro-

priétaire créerait non pas un droit réel, mais une simple obligation entre les contractants.

Il est clair que c'est l'auteur, lorsqu'il est, comme dans l'espèce, en même temps l'éditeur, ou sans cela l'éditeur qui, d'après l'article 2^f de la loi sur le contrat d'édition, a le droit de déterminer à quel prix fort il entend vendre son œuvre. Son libraire d'assortiment, qu'il en ait acquis des exemplaires à compte ferme, ou à condition pour les revendre professionnellement, s'en tiendra spontanément au prix fort, car c'est uniquement grâce à ce prix, qu'il recouvrera ce qu'il doit payer à l'auteur et éditeur et ce qu'il doit gagner pour rentrer dans ses débours. Rien ne s'oppose non plus, au point de vue juridique, à ce que l'auteur et éditeur stipule, en vertu de l'article 137, deuxième phrase, du Code civil, par contrat conclu avec les libraires d'assortiment, autres acheteurs-revendeurs, acheteurs en masse et commissionnaires, l'obligation de ne pas vendre en dessous d'un prix fort déterminé, ni à ce qu'il exige d'eux qu'ils astreignent leurs acheteurs à cette même obligation; il peut s'assurer contre toute violation du contrat en prévoyant une peine conventionnelle, et réclamer, en se prévalant de l'accord conclu, des dommages-intérêts, lorsqu'un préjudice lui a été causé par la vente à un prix inférieur à celui fixé.

Mais le droit de l'auteur ou de l'éditeur ne va pas plus loin. Aux termes de l'article 137 du Code civil, il ne peut pas édicter une défense générale qui aurait le même effet qu'un droit réel à l'égard de tout tiers devenu ou allant devenir propriétaire d'exemplaires de l'œuvre mis licitement dans le commerce. D'autre part, d'après les principes du Code civil, la connaissance par un tiers du droit personnel d'un autre sur un objet déterminé, ou d'une défense d'aliénation, totale ou partielle, stipulée par contrat et ayant ainsi le caractère d'une obligation, n'exerce aucune action à l'égard de ce tiers.

Le demandeur n'a aucune relation contractuelle avec la défenderesse. La défense générale que le demandeur lui a fait notifier a, juridiquement, aussi peu de valeur que la mention imprimée portant la même interdiction, qui se trouve sur chacun des exemplaires de l'œuvre mis dans le commerce.

3. Dès le moment où le demandeur ne peut pas faire découler le droit qu'il revendique de l'article 11 de la loi concernant le droit d'auteur, l'argument basé sur l'article 823 du Code civil n'est plus à prendre en considération; la seule allégation encore à examiner est donc celle tirée de l'article

826 du Code civil, à teneur duquel personne, pas même le propriétaire, ne peut exercer son droit d'une manière contraire aux bonnes mœurs, dans le but manifeste de causer un préjudice à autrui. Si la défenderesse avait agi ainsi, cela pourrait justifier aussi bien l'action en cessation des actes commis, c'est-à-dire le petitum négatoire de la demande, que l'action en dommages-intérêts, alors même que, de ce chef, le demandeur n'aurait été que menacé d'un préjudice.

Mais, sur ce point, le rejet de la demande est motivé par les constatations du juge en appel, basées essentiellement sur les faits et qui ne peuvent être ni redressées dans l'instance actuelle ni ébranlées par le pourvoi en révision.

Ledit juge reconnaît qu'on pourrait reprocher à la demanderesse un acte contraire aux bonnes mœurs dans le cas où elle se serait procuré les exemplaires mis en vente, d'une manière illicite, par des manœuvres dolosives et dans le but unique de les vendre à meilleur marché que ceux des libraires d'assortiment qui sont décidés à rester fidèles au contrat spécial accepté par eux. Mais, après avoir examiné et apprécié en détail toutes les circonstances de fait de la cause, il constate que cela n'est pas prouvé ni ne pouvait l'être par les allégations du demandeur. En conséquence, même si tous les faits avancés par ce dernier étaient prouvés, le Cour d'appel ne pouvait pas arriver à la conviction que les manœuvres dolosives reprochées à la défenderesse existent réellement. Comme ces appréciations n'impliquent ni une erreur de droit, ni un vice de forme, l'instance de révision ne peut pas les combattre.

L'instance d'appel constate ensuite qu'il est absolument incertain que le demandeur ait subi un préjudice réel par le fait que la défenderesse a vendu son horaire à meilleur marché, et que, par suite de cette incertitude, tout point d'appui fait défaut pour admettre que la défenderesse ait personnellement cru causer, par sa façon d'agir, un dommage au demandeur. Elle expose avec raison que pour les exemplaires placés par la défenderesse, le demandeur reçoit le même prix que pour ceux qu'il cède à d'autres revendeurs. Et si le demandeur allègue que la vente de son horaire diminuerait si une partie des libraires d'assortiment cessaient de s'intéresser à cette œuvre et en recommandaient d'autres, en sorte qu'il se verrait dans la nécessité de réduire le prix de vente actuel, l'instance d'appel considère cette allégation comme nullement prouvée et même comme fort peu probable, étant donné le grand nombre d'exemplaires vendus (380,000 à 400,000)

et l'impossibilité où se trouverait le demandeur d'empêcher, en abaissant son prix, que le commerce de détail ne les vendit encore à meilleur compte. De cette façon le juge d'appel nie non seulement l'existence, mais encore l'imminence d'un danger... D'ailleurs, l'argument de la diminution de la vente du livre, par suite de la manière d'agir de la défenderesse, n'a été ni soutenu ni prouvé devant les instances inférieures; ce n'est que dans le pourvoi en revision que le demandeur a cherché à le faire admettre.

Dès le moment où le demandeur n'a subi ou ne va subir aucun dommage, l'article 826 du Code civil ne peut pas être appliqué; il n'est pas même nécessaire dès lors d'examiner encore les motifs pour lesquels le juge d'appel arrive à la conclusion que la manière d'agir de la défenderesse ne porte aucune atteinte aux bonnes mœurs, ni de s'occuper de la partie du pourvoi en revision où la réputation de ces motifs est tentée. Enfin, le demandeur n'a pas qualité pour se prévaloir d'un préjudice qui aurait été causé aux libraires d'assortiment ou à d'autres concurrents de la défenderesse par cela même que cette dernière, suivant le recourant, aurait réduit illoyalement leur débit en attirant les acheteurs d'autres objets par le bas prix de l'horaire.

ÉTATS-UNIS

PROTECTION, EN VERTU DES PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT, D'UN ÉDITEUR CONTRE L'IMITATION FRAUDULEUSE DE L'ASPECT EXTÉRIEUR (INNOVATION DE FORME) D'UNE PUBLICATION PAR UNE PUBLICATION CONCURRENTTE.

(Cour suprême de New-York, Division d'appel.
Audience du 25 janvier 1907. — Dutton et C^e
c. Cupples et Leon.)⁽¹⁾

En 1900, la maison Dutton et C^e avait conçu le plan d'éditer une série de livres destinés à la vente dans la saison des fêtes de Noël et, en 1901, elle avait exécuté ce plan en publiant les *Gem* ou *Dainty Series*, composés de petits volumes renfermant des poésies ou hymnes; imprimés dans le style des vieux missels, joliment illustrés et reliés en couvertures de cuir dont une moitié était en blanc et l'autre en une certaine couleur avec une illustration adaptée au sentiment que la poésie devait éveiller, ces volumes présentaient un mérite artistique considérable, obtenaient une grande vogue et assuraient de forts bénéfices à l'entreprise. En 1906, Cupples et Leon jetèrent sur le marché, à des prix beaucoup plus bas, les *Eureka Art Series*, volumes contenant les mêmes matières, qui étaient reproduites, quant aux types, illustrations, bor-

dures, etc., à l'aide d'un procédé photographique, et reliés de la même manière, si bien que la comparaison entre les deux *Séries* révélait, il est vrai, la nature peu artistique de l'imitation, mais aussi l'impossibilité, pour l'acheteur non averti et non mis en présence des deux publications à la fois, de ne pas les confondre.

M. le juge O'Gorman ayant refusé d'accorder une *injunction* à la maison Dutton contre cette appropriation de la forme extérieure de ses publications, appel fut interjeté contre cette décision par la maison demanderesse, et la Cour d'appel l'infirmait à l'unanimité, sur le rapport de M. le juge Scott, dont voici la teneur:

« L'atteinte portée aux droits de la maison Dutton et C^e est double, car, en premier lieu, elle est menacée de perdre des ventes et les profits qui en résultent; en second lieu, elle risque de perdre la réputation d'éditer des livres artistiques et fins. La demanderesse ne sollicite aucune protection basée sur la législation concernant le droit d'auteur; effectivement un petit nombre de poésies ou d'hymnes imprimés dans la série auraient été susceptibles de droit d'auteur; peut-être n'y en aurait-il pas eu; elle ne prétend pas non plus avoir seule eu l'idée originale de publier un hymne ou un poème isolé dans un volume à part et illustré, ni celle d'avoir entouré chaque page d'une bordure décorée, d'avoir relié le volume, par moitié, en blanc avec des ornements et des illustrations, ni d'avoir réuni dans un seul ouvrage de courtes chansons ou poésies concernant un seul sujet général; en revanche, elle prétend, sans que cette affirmation soit contestée, à l'originalité des dessins particuliers qui ornent la couverture de ses livres, des bordures spéciales des pages et des illustrations caractéristiques; elle fait donc valoir que chaque livre envisagé comme un ensemble, distinct de ses diverses parties, en d'autres termes, la combinaison de la reliure, des caractères typographiques, des capitales enluminées, des illustrations, des bordures, lui appartient exclusivement et qu'elle possède à son égard une propriété nettement établie.

La maison Dutton et C^e ne peut mettre ni ne met en doute le droit de la maison Cupples et Leon de publier, en tout ou en partie, les mêmes hymnes ou poèmes, de les éditer en reliure à moitié blanche avec des ornements et peintures, d'adopter toute forme typographique quelconque, d'illustrer les livres et d'en décorer les pages de bordures, mais elle expose, avec raison selon nous, qu'il est contraire aux règles du commerce loyal et de la concurrence loyale, établies et sanctionnées par la législation, d'exposer et de mettre en vente des exem-

plaires qui, sauf en ce qui concerne le mérite artistique et la confection, ressemblent si étroitement aux livres publiés et mis en vogue par elle. En éditant ces exemplaires, la maison concurrente a eu évidemment l'intention de trafiquer avec la bonne réputation que la demanderesse a su acquérir pour ses livres, de tromper beaucoup de clients qui croyaient acheter les ouvrages de cette dernière et de la léser en tirant illoyalement à profit son esprit inventif déployé dans l'arrangement général (*general make-up*) de ses livres ainsi que son succès de vente.

Dans des circonstances semblables, il n'est pas nécessaire que la maison Dutton établisse, en dehors des livres eux-mêmes, l'intention frauduleuse qui a animé la maison Cupples et Leon, pas plus qu'il n'est nécessaire dans un cas aussi flagrant de prouver la confusion effective produite par l'imitation. Il est manifeste qu'il existe toute probabilité d'une tromperie semblable, ce que la loi entend précisément éviter. La maison Dutton jouissant en général du droit à la réparation protectrice du dommage subi, quelle raison y aurait-il de ne pas appliquer à un livre le même principe déjà appliqué à un jeu, à des cigares ou à tout autre produit rendu distinctif par une étiquette ou par la forme ou le style particulier de l'emballage? Ce qui est décisif, c'est le fait que Cupples et Leon ont cherché de mauvaise foi et frauduleusement à faire des affaires grâce à la réputation que la maison Dutton a su acquérir pour ses livres. Le droit à être secouru au moyen d'une interdiction est trop solidement consacré dans une espèce semblable pour que des autorités doivent être citées. La décision dont est appel devra donc être renversée. »

FRANCE

EXÉCUTION NON AUTORISÉE D'ŒUVRES MUSICALES DANS UN BAL; CARACTÈRES D'UNE RÉUNION PRIVÉE. — REJET.

(Cour de cassation. Audience du 23 janvier 1907. — Ganne c. Société des anciens élèves du Collège d'Étampes.)⁽¹⁾

LA COUR,

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 3 de la loi des 13-19 janvier 1791, 428 C. pén.:

Attendu que les demandeurs en cassation, membres de la Société des compositeurs de musique, reprochaient aux défendeurs éventuels, membres du conseil d'administration de la Société des anciens élèves du

⁽¹⁾ V. *Publishers' Weekly*, n° 1827, du 2 février 1907.

⁽¹⁾ Cet arrêt confirme celui prononcé par la Cour de Paris en date du 8 juin 1905 et dont M. Darras a parlé dans sa *Lettre de France* du 15 novembre de la même année (v. *Droit d'Auteur*, 1905, p. 142).

Collège d'Étampes, d'avoir, le 24 janvier 1903, au cours d'un bal qu'ils avaient organisé dans les salons de l'Hôtel-de-Ville d'Étampes, fait exécuter sans leur consentement divers morceaux de leur composition et leur réclamaient 2000 francs de dommages-intérêts; que la seule question du procès était de savoir si ce bal de bienfaisance a été un bal public ou une réunion privée;

Attendu que l'arrêt attaqué constate souverainement et en fait qu'il ne s'agit pas dans l'espèce d'un groupement permanent en vue d'exécutions musicales ou autres, ni d'une entreprise de spectacles et concerts organisés dans le but d'échapper à la perception des droits d'auteurs afférents à ces exécutions; que les éléments de spéculation et de publicité qui caractérisent ces entreprises et exploitations ne se rencontrent pas dans la cause; que l'association des anciens élèves du Collège Geoffroy-Saint-Hilaire d'Étampes a un caractère strictement privé; que le recrutement des sociétaires est forcément limité aux anciens élèves du Collège; que le bal de bienfaisance du 4 janvier 1903, organisé par le comité de ladite association, ne consistait pas en un divertissement public dans un lieu ouvert à tous sans distinction; que les salons de l'Hôtel-de-Ville d'Étampes, mis gracieusement à la disposition de l'association, ont reçu une affectation particulière pour la durée du bal avec le caractère privé de la société qui les occupait temporairement; que des avis insérés dans la presse locale faisaient connaître que, le bal ayant un caractère essentiellement privé, ne seraient admis que les invités munis de cartes nominatives et personnelles; qu'il est enfin constaté par l'arrêt attaqué que les personnes qui, quoique n'étant pas membres de la société, ont assisté au bal, avaient été nommément choisies sur une liste arrêtée d'avance de personnes connues des sociétaires;

Attendu qu'en cet état des faits souverainement constatés la Cour d'appel a pu, sans violer les articles de loi visés au pourvoi, déclarer que le bal du 24 janvier 1903 était une réunion privée, et, par suite, rejeter l'action en dommages-intérêts des demandeurs en cassation;

REJETTE...

ITALIE

1

REPRODUCTION D'ILLUSTRATIONS SCIENTIFIQUES DANS UN LIVRE ALLEMAND TRADUIT EN ITALIEN. — NON-OBSERVATION DES FORMALITÉS DE LA LOI ITALIENNE PAR LE TRADUCTEUR; DÉFAUT DE QUALITÉ. — MAINTIEN DU DROIT DE L'AUTEUR DE L'ŒUVRE ORI-

GINALE ET DE SON AYANT CAUSE. — CONVENTION DE BERNE, ARTICLES 2 ET 8. — PROTOCOLE DE CLÔTURE (PROTECTION DES PHOTOGRAPHIES). — EMPRUNTS DÉPASSANT LES EMPRUNTS LICITES AUX TERMES DU TRAITÉ ITALO-GERMANIQUE DE 1884, ET FAITS SANS INDICATION EXACTE DE LA SOURCE. — TRADUCTION D'UNE ŒUVRE D'ART.

(Cour de cass. de Turin. Audience du 27 janvier 1907. — Hœpli c. Lehmann.)⁽¹⁾

L'auteur et l'éditeur d'un manuel paru en 1904 ont été actionnés pour avoir emprunté des illustrations à un ouvrage publié en 1901 en Allemagne par un éditeur munichois et traduit en italien en 1902 avec son autorisation, toutefois avec omission du dépôt légal de la part de la maison italienne qui a édité cette traduction.

1. Par le premier moyen le recourant conteste à l'éditeur Lehmann la qualité de demandeur, en faisant valoir que l'ouvrage de la Società Editrice Libreria où se trouvent les illustrations de l'ouvrage allemand de Luning et Schulthess, étant tombé dans le domaine public deux ans avant la publication du manuel Hœpli à défaut du dépôt effectué en Italie, chacun y avait le droit de reproduire ces illustrations sans léser aucun droit, tandis que la Cour d'appel a rejeté cette exception à tort en exposant que les illustrations empruntées à l'ouvrage cité en premier lieu et tombé dans le domaine public ne pouvaient être considérées comme des traductions.

Ce moyen n'est pas fondé. Il est vrai que l'article 12 de la loi italienne du 19 septembre 1882 dispose ce qui suit :

La traduction des œuvres littéraires et scientifiques consiste à en faire une version dans une autre langue; et la traduction des œuvres du dessin, de la peinture, de la sculpture, de la gravure et des œuvres analogues consiste à en reproduire les formes ou les figures par un travail qui n'est pas simplement mécanique ou chimique, mais qui constitue une autre œuvre d'art d'une espèce différant de celle à laquelle appartient l'œuvre originale, comme seraient la gravure d'un tableau, le dessin d'une statue et tout autre travail semblable.

A cet égard le rapport présenté au Sénat par Scialoja sert à donner une idée exacte de ce que notre législateur a entendu par la *traduction d'œuvres d'art*; on y lit, en effet, ce qui suit :

« Il semble que, par la nature même de l'œuvre intellectuelle, la reproduction en est exposée à être amoindrie et parfois presque entièrement contrariée par une sorte de publication qui n'est pas, à proprement parler, une repro-

duction pure et simple, mais quelque chose d'intermédiaire entre une œuvre nouvelle et une reproduction. Il en serait ainsi de la représentation figurative d'œuvres artistiques sous des figures ou formes d'un certain genre, comme, par exemple, la transformation d'une peinture à l'huile ou d'une statue en d'autres formes ou figures telles que celles créées par la gravure, le dessin ou la photographie.

En modifiant de cette façon la partie extrinsèque et perceptible de la forme et en laissant la forme intrinsèque de la pensée exprimée, qui est l'essence même de l'œuvre originale, il est exécuté un travail qui, sans aucun doute, peut, dans bien des cas, mériter également la désignation d'une œuvre de l'esprit et revêtir en partie une forme propre, avoir ses qualités et ses défauts propres, tout en étant un travail qui est comme une image de l'œuvre originale... »

Cependant, la loi réserve aux auteurs des œuvres de l'esprit le droit de les reproduire en totalité ou en partie. On comprend que la copie d'un tableau, d'un dessin quelconque, donc la reproduction totale équivaut en fait à la réimpression d'un livre d'autrui. Cette reproduction totale constitue, dans le domaine des beaux-arts comme dans celui des compositions graphiques et littéraires, la partie essentielle du droit d'auteur, et il est évident que, même si la loi était muette à ce sujet, personne ne saurait s'arroger un droit semblable. On ne peut pas non plus objecter qu'en matière d'œuvres des arts figuratifs, la copie pourrait être meilleure ou pire que l'original, alors que le livre réimprimé illicitement est toujours identique au livre original. En fait, si la copie est meilleure, l'œuvre d'art originale reste dépréciée, et si elle est moins bonne, elle la discrédite; en tout cas, il existe une appropriation illicite du travail d'autrui en ce sens qu'on tire profit de l'idée et de la forme dans toute son extension pour enlever à l'auteur le fruit attendu, souvent aussi pour compromettre sa réputation, ce qui est inadmissible. Les mêmes considérations s'appliquent à la reproduction partielle réservée également à l'auteur.

Dès lors, l'arrêt attaqué a raison de dire que les illustrations de l'atlas et du manuel de chirurgie orthopédique des docteurs Luning et Schulthess, telles qu'elles se trouvent dans l'ouvrage de la Società Editrice Libreria, ne peuvent être qualifiées de traductions aux termes de l'article 12 précité; elles en sont, au contraire, de simples copies, c'est-à-dire la reproduction fidèle des figures contenues dans l'ouvrage allemand, en sorte que MM. Hœpli et Mancini, en les copiant à leur tour, n'ont pas reproduit une traduction, mais les figures originales elles-mêmes. Cela représente, ainsi que le constate l'arrêt, un acte illicite; s'il pou-

⁽¹⁾ V. les arrêts antérieurs du Tribunal de Milan, du 10 février 1905, et de la Cour d'appel de Milan, du 24 novembre 1905, ainsi que l'exposé des faits, *Droit d'Auteur*, 1905, p. 115, et 1906, p. 48. V. l'arrêt ci-dessus *Monitore dei Tribunali*, n° 16, du 20 avril 1907.

vait être permis, en raison de l'omission du dépôt, de copier tout ce qui a été traduit dans l'ouvrage de la Società Editrice⁽¹⁾, il n'était pas pour cela permis d'en reproduire les illustrations, qui n'étaient pas des traductions et sur lesquelles subsistait dès lors, même à défaut de dépôt, le droit d'auteur, ces images ne pouvant être considérées comme étant tombées dans le domaine public.

La Cour d'appel n'a donc pas violé la législation concernant la propriété littéraire et le premier moyen doit être repoussé.

3. Par son troisième moyen le recourant critique que la Cour, tout en ayant admis que les illustrations de Lehmann étaient des reproductions photographiques, les avait protégées sans en indiquer les motifs, tandis que, sous le régime de la Convention de Berne et de la loi italienne, les photographies ne sont protégées qu'autant qu'elles constituent des œuvres d'art proprement dites.

Mais cette critique manque également de base. Sans doute, il n'est pas fait mention des photographies dans l'article 4 de la Convention de Berne qui s'occupe précisément des œuvres comprises dans la protection internationale, mais il a été convenu « au sujet de l'article 4 », ce qui suit dans le Protocole de clôture :

Les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue sont admises au bénéfice des dispositions de ces actes (savoir de la Convention de Berne de 1886 et de l'Acte additionnel de 1896), en tant que la législation intérieure permet de le faire, et dans la mesure de la protection qu'elle accorde aux œuvres nationales similaires.

En conséquence, les photographies sont comprises purement et simplement parmi les œuvres sur lesquelles il est licite d'exercer le droit d'auteur.

Dans les pays où, comme chez nous, les lois ne parlent pas des photographies, la jurisprudence, après s'être montrée quelque peu indécise et hésitante entre la protection absolue et l'opinion opposée, a fini par reconnaître la qualité d'œuvres intellectuelles aux photographies qui, grâce à des circonstances de fait spéciales, révèlent l'existence indispensable d'une préparation suffisante, d'un certain goût artistique, d'un long exercice pratique et de connaissances particulières que n'a pas tout le monde.

Or, la Cour d'appel admet qu'il s'agit, dans l'espèce, d'illustrations qui, bien qu'elles aient été exécutées en recourant aussi au procédé de la photographie, sont le résultat d'études et de recherches préalables si évi-

dentes qu'il est impossible de les qualifier de travail purement matériel, indigne de la protection, surtout en raison du but qu'elles doivent réaliser et qui consiste à servir d'éclaircissement et de base aux explications contenues dans le texte avec lesquelles elles doivent être coordonnées intelligemment.

Ainsi la Cour d'appel a suffisamment motivé son arrêt, respecté la loi et la jurisprudence et n'en a pas commis les violations qui lui sont attribuées, en sorte que ce moyen doit être également rejeté.

4. Par le quatrième moyen le recourant soutient que, d'après la Cour, les illustrations reproduites doivent être considérées comme extraites de l'ouvrage de MM. Luning et Schulthess, aux termes de l'article 4 du traité italo-germanique ainsi que de l'article 23 de la loi allemande du 19 juin 1901 et de l'article 44 de la loi allemande du 11 juin 1870; néanmoins, la reproduction de ces illustrations n'a pas été déclarée licite en vertu de ces dispositions, parce que, selon la Cour, il fallait tenir compte du nombre des illustrations reproduites et parce que l'indication de la source avait eu lieu dans la préface; ces deux considérants impliquent, au dire du recourant, une violation des dispositions légales précitées.

Cette critique n'est pas plus fondée que les autres. La Convention de Berne ne s'occupe de la citation des extraits d'œuvres d'autrui que pour établir, d'une façon assez générale, qu'en ce qui concerne la faculté de faire des emprunts à des œuvres littéraires et artistiques pour des publications destinées à l'enseignement ou ayant un caractère scientifique ou pour des chrestomathies, « est réservé l'effet de la législation des pays de l'Union et des arrangements particuliers existant ou à conclure entre eux » (art. 8). Le traité littéraire italo-germanique, du 20 juin 1884, contient à ce sujet un article, l'article 4 (suit le texte, v. *Recueil*, p. 74 et 708), de l'esprit duquel il résulte sans autre que l'emprunt de morceaux, fragments et extraits d'une œuvre d'autrui n'est licite que sous réserve de l'accomplissement des deux conditions suivantes : la discrétion, c'est-à-dire l'étendue limitée de l'emprunt, et l'indication du nom de l'auteur et de la source.

Quant à la première condition, il est manifeste que les termes « *morceaux, fragments et extraits* » indiquent, non une partie grande, mais une partie réduite d'un travail. Si la concession de pouvoir reproduire des morceaux et extraits d'œuvres d'autrui était illimitée, on pourrait arriver à les reproduire presque totalement et à rendre ainsi illusoire la protection accordée aux

droits des auteurs sur les œuvres littéraires et artistiques par les articles 1^{er} et 2 des deux conventions précitées, ainsi que la Cour d'appel l'a indiqué avec raison. Où finit la discrétion dans les emprunts licites et où commence l'indiscrétion, c'est là affaire d'appréciation des circonstances, appréciation qui appartient aux instances inférieures, et l'arrêt attaqué établit que le nombre de 59 figures contenues dans le manuel Hœpli, soit qu'on le compare avec les 366 figures de l'ouvrage allemand, soit avec les 116 figures publiées dans ledit manuel, excède les limites de cet emprunt discret permis selon l'esprit des dispositions ci-dessus mentionnées.

Quant à l'autre condition principale, requise par l'article 4 du traité italo-germanique, savoir l'indication du nom de l'auteur et de la source utilisée, la loi, en l'établissant, a évidemment pour but de faire respecter le droit intellectuel de l'auteur, afin que son œuvre ne soit pas confondue avec celle du reproducteur; car, autrement, ce dernier — l'intention en serait révélée à chacun — ferait apparaître comme son travail, ce qui n'est pas à lui.

L'arrêt attaqué a donc admis à juste titre que l'indication prévue du nom de l'auteur et de la source des extraits reproduits doit être faite pour chaque extrait ou figure à part, le renvoi général à MM. Luning et Schulthess, contenu dans la préface du manuel Hœpli-Mancini, étant insuffisant.

5. Par le cinquième moyen, le recourant critique que l'arrêt de la Cour d'appel ait repoussé la preuve, par experts, tendant à démontrer que les illustrations reproduites étaient contenues dans tous les traités de chirurgie orthopédique; il y voit la conception erronée que la nouveauté de ces figures ou leur emploi général auraient été indifférents aux effets de la protection légale.

Ce moyen n'est pas fondé. En réalité, la preuve invoquée par Hœpli n'avait pas pour objet de constater que les figures spéciales reproduites étaient déjà contenues dans d'autres traités, mais uniquement qu'elles avaient trait à des cas de rachitisme commun. La Cour d'appel, appréciant les faits, déclara cette exception trop vague, et elle ajouta : « Peu importe, du reste, qu'elles illustrent des cas communs, si, dans ce but, ont été adoptés des figures et dessins particuliers, et l'appelant ne prétend pas qu'ils sont la reproduction exacte des dessins et figures similaires trouvés déjà dans d'autres ouvrages. »

Cela est bien dit. En effet, la loi entend protéger les œuvres intellectuelles dans leur aspect extérieur perceptible et aussi dans

(1) V. les réserves que nous avons formulées sur cette manière de voir, *Droit d'Auteur*, 1906, p. 49, 1^{re} colonne, note. (Red.)

les formes dans lesquelles elles se sont individualisées; est interdite uniquement l'utilisation des idées qu'un autre a publiées, dans le but de s'en approprier le produit et d'en faire l'objet d'une exploitation industrielle, nullement l'utilisation bien différente consistant à faire un effort propre en vue de trouver par une autre voie la solution des mêmes problèmes ou d'exécuter la description d'un fait ou événement identique sous une forme et une touche originales...

POUR CES MOTIFS :

La Cour de cassation rejette, etc.

II

CONTREFAÇON DE CHROMOLITHOGRAPHIES ALLEMANDES RECONNUES COMME ŒUVRES D'ART. — CONVENTION DE BERNE, ARTICLES 2 ET 11; APPLICABILITÉ; MESURE CONSTITUTIONNELLE. — OBSERVATION DES FORMALITÉS DANS LE SEUL PAYS D'ORIGINE. — INDICATION DU NOM SUR L'ŒUVRE, NON OBLIGATOIRE POUR L'ÉDITEUR.

(Cour d'appel de Milan. Audience du 6 mars 1907. — Schloss c. Citterio, etc.)

Appel a été interjeté par un des condamnés, le sieur Comoni, contre le jugement du Tribunal pénal de Milan, du 22 octobre 1906 (v. *Droit d'Auteur*, 1907, p. 36 à 38), qui avait établi et puni la reproduction exacte intégrale d'une série de chromolithographies intitulées *I Moschetti* sur des cartes postales dont 9500 exemplaires avaient été saisis; ainsi la Cour a été amenée à examiner de nouveau les exceptions soulevées par les accusés contre l'action que leur avait intentée, en se constituant partie civile, la maison Schloss de Berlin, propriétaire des dessins originaux. La Cour constate en effet que ces exceptions sont en substance les mêmes que celles développées en première instance et longuement réfutées alors; cela nous dispense de reproduire l'arrêt confirmatif rendu en appel⁽¹⁾ et nous permet de reproduire uniquement les deux considérants, d'ordre international, que voici :

« L'action pénale n'est pas recevable, prétend l'appelant, parce que la maison Schloss n'a pas observé les dispositions légales particulières et parce que la Convention de Berne et la convention italo-allemande doivent être considérées comme inconstitutionnelles.

Mais, conformément à l'article 44 de la loi sur le droit d'auteur, du 19 septembre 1882, elle s'applique aussi aux auteurs d'œuvres publiées dans un pays étranger,

pourvu qu'il y existe des lois qui reconnaissent, au profit des auteurs, des droits plus ou moins étendus et que ces lois soient appliquées par réciprocité aux œuvres publiées dans le Royaume d'Italie; ensuite, il est dit au premier alinéa de l'article que si la réciprocité est promise par un État étranger aux autres États, à la condition que ceux-ci assurent aux auteurs des œuvres publiées sur son territoire les mêmes droits et les mêmes garanties que ceux sanctionnés par ses lois, le Gouvernement du Roi est autorisé à accorder les uns et les autres sous condition de réciprocité. En conséquence, les décrets royaux par lesquels le Gouvernement a donné, dans le Royaume, pleine et entière exécution au traité conclu avec l'Allemagne en juin 1884 et à la Convention de Berne du 9 septembre 1886, sont parfaitement constitutionnels, car ils ont garanti des droits sur la base de la réciprocité et les droits et garanties concédés par l'Allemagne ne diffèrent pas, au point de vue international, de ceux reconnus par la loi italienne, si bien que les conditions sous lesquelles le Gouvernement était autorisé à leur donner force exécutoire dans le Royaume moyennant un simple décret royal étaient remplies.

La maison Schloss aurait été tenue, selon l'affirmation de la défense de Comoni, d'apposer sur les cartes originales le nom ou de l'auteur ou de l'éditeur de celles-ci, afin de pouvoir faire valoir à leur égard un droit exclusif; or, alors que l'article 2 de la Convention de Berne prescrit que la jouissance des droits stipulés est subordonnée à l'accomplissement des conditions et des formalités prévues par la législation du pays d'origine de l'œuvre, la loi allemande n'exige nullement, sous peine de déchéance, que le nom de l'auteur de l'œuvre y soit indiqué, l'auteur étant libre d'établir par tout moyen de preuve la propriété sur son travail et étant dispensé de cette preuve lorsque son nom figure sur l'œuvre. Dès lors, la loi allemande ne connaît pas l'obligation, mais la faculté d'apposer le nom de l'auteur sur l'œuvre publiée, pour qu'il ait droit à la protection.

D'ailleurs, la Cour suprême, par sentence prononcée par toutes les sections réunies, le 7 juin 1900 (v. *Droit d'Auteur*, 1900, p. 145), a sanctionné déjà le principe que l'indication du nom, dans le régime de la Convention de Berne, n'est pas prévue comme une condition qui serait à remplir pour la jouissance du droit, mais uniquement comme moyen de prouver que celui dont le nom est indiqué sur l'œuvre même est l'auteur de l'œuvre. »

Nouvelles diverses

Canada

Le régime de la protection internationale et ses effets

L'arrêt de la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, du 23 mars 1906 (v. *Droit d'Auteur*, 1906, p. 57) par lequel protection a été accordée à l'auteur d'un roman français contre la reproduction non autorisée et cela en vertu de la Convention de Berne, rendue pleinement applicable dans le Dominion, a produit les effets les plus salutaires.

En premier lieu, la source des contestations judiciaires semble maintenant tarie; la conviction est bien ancrée dans les esprits que le Canada faisant partie de l'Union internationale avec toutes les colonies et possessions de l'Empire britannique, doit en remplir les obligations loyalement.

En second lieu, le marché canadien s'est ouvert aux productions littéraires nationales et étrangères dans des conditions normales réglées par l'adage *Suum cuique*. Les écrivains canadiens sont débarrassés de la concurrence ruineuse que leur faisaient, bien malgré elles, les œuvres étrangères contrefaites, et ils pourront lutter à armes égales. Les auteurs français ont trouvé accès à la presse périodique canadienne sous d'heureux auspices. La Société des gens de lettres de Paris a organisé au Canada une agence générale (Montréal 90, Avenue Laval) dont elle a confié la gestion à M. Louvigny de Montigny que nos lecteurs connaissent comme un des champions les plus zélés de la cause de l'Union dans la lutte passée. La défense des intérêts de la propriété dramatique ne se fera pas attendre et complètera ce nouveau régime de justice pour tous.

Ensuite, il y a lieu d'espérer que ce régime aura sa répercussion encore en dehors du Dominion. En effet, ainsi que le constate le Rapport annuel présenté au Syndicat pour la protection de la propriété intellectuelle par le secrétaire général, M. E. Sauvel, dans la séance du 2 mai 1907, il entre au Canada de nombreuses feuilles imprimées aux États-Unis et qui, grâce aux difficultés encore trop nombreuses opposées à l'application de la loi américaine en faveur de la production étrangère, pillent sans scrupule la littérature française; désormais l'entrée du territoire canadien pourra être interdite à ces feuilles, ensorte que, de façon indirecte ou détournée, les auteurs français arriveront à faire respecter aux États-Unis leur propriété littéraire, sans avoir à se préoccuper des délais et de la

⁽¹⁾ V. le texte complet *I Diritti d'Autore*, n° 6, juin 1907, p. 107 à 111.

clause de refabrication contenus dans la législation de ce pays; ainsi seront défendues contre la concurrence que leur feraient ces contrefaçons d'origine américaine, les feuilles canadiennes qui auront conclu des traités avec l'agence précitée, et notamment les grands journaux qui ont exprimé le désir d'acquiescer parfois le droit de reproduire les romans paraissant en inédit dans les journaux parisiens, au moment même de la première publication.

Enfin, le nouveau débouché pourra exercer une certaine influence assez inattendue sur la nature de la production même. Les Canadiens français demandent surtout des œuvres saines et honnêtes pouvant être mises entre toutes les mains; les œuvres qui auront le plus de chance d'être reproduites seront donc celles plus particulièrement destinées à la famille. «Ce point a une telle importance, dit la *Chronique de la Société des gens de lettres*, 1907, p. 28, que M. Louvigny de Montigny a dû demander au Comité, pour les journaux canadiens, l'autorisation, qui n'a pu être refusée, d'apporter aux œuvres reproduites les légères modifications que nos nouveaux clients jugeraient nécessaires, étant bien entendu que l'agent de la Société veillera à ce que ces adaptations soient réduites au minimum. Au surplus, tout auteur est libre de s'opposer à ces adaptations ou coupures, par une notification spéciale adressée à M. Louvigny de Montigny.» On sera donc tenté de conclure que le *droit moral* sera respecté des deux côtés.

États-Unis

Protestations contre la clause de la refabrication et la mention de réserve

Le *New-York Herald* du 20 juin 1907 publie sous le titre *America's Position in Copyright Law* un long article de M. J. Herbert Thring, le dévoué secrétaire de la Société des auteurs anglais, dans lequel est examinée, d'une manière très intéressante, l'attitude des États-Unis à l'égard de l'Union internationale, attitude dictée par la prépondérance des intérêts ouvriers; nous recueillerons dans cet article surtout les arguments habilement exposés que l'auteur fait valoir contre la *manufacturing clause* dont l'insertion dans la loi de 1891 est due aux Syndicats typographiques et dont l'abolition conduirait le pays vers une situation normale, nullement préjudiciable à ses intérêts.

M. Thring démontre que si la littérature américaine a pu prendre un essor si vigoureux sous le régime restrictif actuel, on peut certainement en conclure qu'elle se développerait encore mieux sous le régime de liberté de la Convention de Berne et

que les imprimeurs aussi bien que les relieurs tireraient un profit certain de ce changement. En effet, la suppression des barrières, que la présente législation oppose à ce développement, augmenterait le débit des œuvres nationales et étrangères et beaucoup de livres étrangers seraient alors imprimés aux États-Unis qui ne le sont pas à l'époque actuelle; voici l'argumentation de M. Thring:

«On publie dans l'Empire britannique un grand nombre de livres que les éditeurs américains ne songent d'abord pas à faire paraître simultanément et qui tombent dès lors dans le domaine public; le marché américain n'est plus pourvu, comme jadis, de contrefaçons, mais d'ouvrages en feuilles achetés en Angleterre. Si l'éditeur américain pouvait faire ses combinaisons à loisir, comme cela serait le cas sous la Convention de Berne, et si l'auteur britannique savait que sa propriété est garantie, les deux parties s'entendraient à temps et il serait publié une édition américaine à part, à la grande satisfaction de tout le monde y compris les associations d'imprimeurs. L'éditeur américain ne se procurerait plus les feuilles ou les planches en Angleterre, car il existe certaines subtilités orthographiques et certains procédés de production en usage en Angleterre, le grand marché de livres pour l'Empire, qui ne sont pas du goût des lecteurs américains. Où serait donc la perte de ceux qui, à présent, sont si injustement les maîtres de la situation?»

M. Thring déclare que le nouveau bill codifié, bien que plus libéral sur quelques points que la loi de 1891, augmente encore les formalités vexatoires et maintient la grande pierre d'achoppement de la *home manufacture*. Et pourtant aucun pays n'a vu diminuer les affaires d'imprimerie à la suite de son entrée dans l'Union; de même les États-Unis, en adhérant à la Convention de Berne, ne subiraient de ce chef aucune perte matérielle (*lose by it in pocket*), ce qui est leur préoccupation maîtresse, mais, ce qui vient pour eux en second lieu (*minor point*), ils gagneraient en prestige.

Il est, à coup sûr, prudent de ne pas taxer trop bas la force de la préoccupation qui, selon M. Thring, est prédominante. Ce qu'il appelle le *trading spirit* est illustré par la résolution suivante que la *American Federation of Labour* a adoptée, ce printemps, lors de son assemblée générale de Minneapolis⁽¹⁾:

Considérant que tous les livres et produits imprimés en une langue autre que l'anglais peuvent être importés, libres de droits, aux États-Unis; que ces mêmes produits payent, s'ils sont imprimés en langue anglaise, un droit d'entrée de 25% *ad valorem*; que les deux catégories de marchandises sont importées pour une valeur évaluée en moyenne à 4 millions de dollars,

ce qui enlève aux relieurs, imprimeurs, etc., américains un profit s'élevant à une somme égale, parce qu'ils n'entendent pas travailler dans des conditions identiques à celles régnant en Europe; considérant que la grande inégalité des conditions ainsi existantes est de nature à faire baisser le taux des salaires en Amérique et d'amener une situation mauvaise caractérisée par des salaires bas; considérant que l'accroissement énorme de l'immigration rehausse la demande des produits précités, il est décidé de donner au comité exécutif de la *American Federation of Labour* l'instruction de demander que les livres imprimés en langue anglaise soient frappés d'un droit d'entrée plus fort et que ce même droit soit également appliqué aux livres en langues étrangères, afin d'égaliser davantage le montant des salaires des relieurs, imprimeurs, etc., américains et européens, dans le but de maintenir le train de vie plus élevé de l'ouvrier américain.

Cette résolution montre en toute évidence la réalité des appréhensions de M. Geo. Haven Putnam au sujet du rôle néfaste que joueront les intérêts protectionnistes dans l'élaboration de la législation sur le droit d'auteur. D'autre part, on ne s'étonnera pas non plus en Amérique du langage un peu vif dans lequel les déficiences de cette législation sont critiquées au dehors. Ainsi la maison très connue F. Bruckmann, à Munich, publie dans ses éditions, sous la mention en anglais du *copyright* américain, exigée par les lois de 1891 et 1905, l'observation ainsi conçue: «Les États-Unis font dépendre la protection parcimonieuse limitée à un an qu'ils accordent contre la contrefaçon, de l'insertion textuelle de la formule ci-dessus et montrent par là que, dans la majorité législative de leurs habitants, les notions de respect à l'égard de la propriété intellectuelle étrangère ne sont pas encore aussi développées que chez nous.» Une autre maison munichoise, J. F. Lehmann, place au-dessous de ladite mention les paroles du Grand-Électeur: «Rappelle-toi que tu es Allemand», et se plaint de ce que l'Empire n'a obtenu la protection de ses ressortissants que s'ils se servent d'une formule en langue anglaise, sans que le traitement réciproque soit imposé aux Américains et sans égard au fait que celui qui se propose de contrefaire un ouvrage allemand et à qui la mention précitée s'adresse, doit nécessairement comprendre la langue de ce pays. Le nouveau bill ne ferait pas taire tous ces griefs.

Norvège

Préavis négatif concernant la conclusion d'un arrangement avec l'Autriche

Le Ministère des Cultes et de l'Instruction publique avait soumis, par un office

(1) *Der graphische Markt*, n° du 15 mars 1907, p. 48.

daté du 18 avril 1907, à la Société des éditeurs norvégiens la proposition du Ministère de la Justice d'Autriche de procéder à la conclusion d'un arrangement pour la protection réciproque des œuvres littéraires et artistiques (v. sur la nouvelle loi autrichienne du 26 février 1907 et ses conséquences l'étude publiée par notre organe dans le numéro du 15 avril, p. 45 et s.), et il l'avait priée de donner son préavis sur cette question. Dans la séance du 28 mai, la Société décida de formuler ce préavis dans un sens négatif et d'exposer au Ministère que jusqu'ici on n'avait senti en Norvège aucun besoin d'établir des relations avec les auteurs et éditeurs autrichiens sur ce terrain. « En conséquence, dit la Société dans sa réponse, il ne paraît pas raisonnable d'embarrasser les intéressés norvégiens par des traités isolés avec certains pays, la Norvège ayant suffisamment manifesté son empressement de protéger les auteurs étrangers par son adhésion à la Convention de Berne. L'Autriche-Hongrie est libre d'obtenir la protection désirée en entrant, à son tour, dans l'Union internationale, et il serait peu équitable de la part des pays unionistes de conclure des arrangements séparés avec les pays restés en dehors de l'Union et de leur procurer ainsi les avantages de cette Union sans qu'ils aient à en supporter les obligations et les charges. » Cette attitude est la même que la Société avait déjà prise vis-à-vis d'une démarche semblable des États-Unis d'Amérique⁽¹⁾.

Panama

Application de la législation américaine en matière de propriété intellectuelle à la zone du canal interocéanique

En novembre 1903, le Département de Panama se détacha de la République de Colombie et se constitua en République indépendante; par une convention du 18 novembre 1903, elle concéda aux États-Unis l'occupation et la surveillance exclusive d'une bande de terrain, large de 40 milles, à travers l'isthme, en vue de faciliter la construction du canal interocéanique. Quelle était, sur ce territoire, la législation applicable en matière de propriété intellectuelle? La question n'était pas sans importance, puisque les travaux de toute nature qui allaient être entrepris dans cette région y rendaient désirable la protection des brevets d'invention, des marques de fabrique, des plans, dessins architecturaux, techniques, etc.

L'Attorney-General des États-Unis exposa d'abord, dans un rapport daté du 16 dé-

cembre 1904 et adressé au Secrétaire de l'Intérieur, que les droits de propriété intellectuelle reconnus aux États-Unis ne sauraient s'étendre à la zone du canal de Panama, celle-ci n'étant pas un territoire organisé des États-Unis et aucune disposition ni générale ni spéciale n'existant dans la convention conclue entre les deux pays ou dans les lois et règlements en vigueur pour établir l'extension de la législation américaine à ladite zone⁽¹⁾.

Les scrupules d'ordre constitutionnel ne paraissent pas avoir pu résister, à la longue, à la nécessité impérieuse de faire régler cette matière par l'autorité de Washington chargée de gouverner ce territoire *sui generis*. Le 12 mars 1907, M. William H. Taft, Secrétaire de la Guerre, a promulgué une ordonnance par laquelle la législation des États-Unis relative aux brevets d'invention, marques de fabrique et de droit d'auteur est déclarée applicable dans la zone à tout titulaire légal de droits de ce genre, dûment concédés ou enregistrés aux États-Unis⁽²⁾.

Roumanie

Renvoi de la réforme législative en matière de droit d'auteur

L'avant-projet de loi sur le droit d'auteur (v. le texte, *Droit d'Auteur*, 1907, p. 5 à 7) élaboré par une sous-commission qui avait été chargée, à la suite du Congrès de Bucarest de 1906, de préparer la revision de la législation roumaine en cette matière et, par cette voie, l'entrée de ce pays dans l'Union internationale, est bien parvenu aux Chambres, mais y a subi l'arrêt de la force majeure. Il avait été examiné en conseil des ministres vers la fin du mois de février, rédigé définitivement par M. Dissescu, Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, signé, ainsi qu'un message y relatif, par le souverain le 14 mars et transmis immédiatement à la Chambre⁽³⁾. Les journaux en escomptaient déjà la prompte adoption et se félicitaient de la perspective que la Roumanie serait dotée sous peu d'une loi large et libérale permettant à ce pays de se joindre au consortium des États signataires de la Convention de Berne, lorsqu'éclatèrent les troubles agraires; le ministère qui avait soutenu cette cause fut remplacé et les esprits furent absorbés par les graves préoccupations économiques qui menacent de dominer la situation encore pendant un certain temps.

M. T.-G. Djuvara, qui avait été rapporteur et rédacteur du projet de la sous-commis-

sion mentionnée ci-dessus, n'avait rien négligé pour atteindre le but qu'il poursuivait depuis nombre d'années, savoir l'accession de son pays à l'Union de Berne; il avait expliqué, dans une belle publication intitulée *Aderarea Romaniei la Conventiunea din Berna*⁽¹⁾, le régime de la Convention et les raisons qui militent en faveur de l'adhésion; mais ce mouvement d'opinion fut également interrompu par les événements tragiques dont la Roumanie a été le théâtre. Il ne reste donc qu'à attendre des jours meilleurs que tous les amis de ce jeune et vaillant pays espèrent voir arriver bientôt.

En attendant, la Roumanie a signé avec la France, le 6 mars 1907, un traité de commerce et de navigation et un Arrangement concernant la protection réciproque des œuvres littéraires et artistiques et de la propriété industrielle, qui ont été déjà renvoyés pour ratification à la Chambre des députés de France dans la séance du 22 mars et au Sénat dans la séance du 5 juillet 1907.

Suisse

Revendications des photographes

Dans un article intitulé *Das Urheberrecht an Werken der Photographie* et publié par le numéro de mai de la revue *Heimkunst*, de Zurich, M. R. Ganz, photographe de cette ville, rappelle la pétition que la Société des photographes suisses a adressée au Conseil fédéral en vue de la revision de la loi du 23 avril 1883 concernant la propriété intellectuelle; elle y demanda la suppression de l'enregistrement obligatoire des photographies prévu par l'article 9, l'extension du délai de protection à 30 ans et l'application aux photographies des articles 19 et 20 relatifs à l'effet rétroactif de la loi⁽²⁾. La mise en vigueur de la nouvelle loi allemande du 9 janvier 1907 qui donne en partie satisfaction aux vœux des photographes de l'Empire, ainsi que l'exposition actuellement organisée d'œuvres photographiques dans le Musée de l'Art industriel à Zurich, qui a un plein succès, sont, aux yeux de l'auteur de l'article, deux faits propres à stimuler le zèle du législateur, absorbé jusqu'ici par d'autres travaux plus urgents, et à l'engager à rendre justice aux revendications légitimes et unanimes des photographes suisses.

(1) V. *Propriété industrielle*, 1905, p. 31.

(2) V. *Scientific American*, du 11 mai 1907, p. 396.

(3) V. *La Roumanie*, numéros des 13, 14, 15 mars.

(1) Bucarest, 1907, Albert Baer, 20 p. 32 × 23. Cette publication contient le texte roumain du projet de loi (p. 16 à 20).

(2) V. *Droit d'Auteur*, 1899, p. 75.

(1) V. *Droit d'Auteur*, 1904, p. 51.